

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Iran

N° 69 du 20.02 au 25.03.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à Part

L'Iran a mis en garde mercredi contre une intervention militaire occidentale en Libye.

Manlio Dinucci : Des centaines de millions partis en fumée, tandis que les USA et Israël s'équipent pour affronter l'Iran.

Paroles & action du président Ahmadinejad ...

"Le monde a besoin d'une nouvelle gestion".

Ahmadinejad souhaite un Ordre mondial basé sur la justice et l'amitié.

" Les Etats-Unis convoitent les ressources de la région".

.1 Politique

1) Iran

2 Politique Internationale

1 Usa

2 Les voisins

3 Organisations Mondiales & régionales

4 Le Monde

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 VIDEO 1 : Meyssan explique la Révolution islamique (1)

2-2 VIDEO 2 : La Révolution islamique d'Iran 2/2

2-3 Thierry Meyssan et Jacques Borde s'expriment sur la "révolution islamique" d'Iran.

3 Les brèves

3-1 Soros menace l'Iran de « la plus sanglante des révolutions ».

3-2 Israël, inquiet de l'Iran, augmente son budget militaire.

4 Dossier & Point de vue

4-1 Les spécialistes pensent que le FBI applique des théories réductrices qui ne correspondent pas aux observations du gouvernement.

5 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

5-1 Congrès international de Berlin : Soutien au soulèvement en Iran et aux résidents d'Achraf.

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

6-1 Aymane Chaouki : La peur arabe : Un aveu d'échec de la politique américaine au Moyen-Orient ?

6-2 Yahia Gouasmi : Le canal de Suez appartient-il à Israël ?

6-3 Kaveh L. : L'Iran Entreprend Un Nouveau Voyage de Découverte.

Tiré à Part

L'Iran a mis en garde mercredi contre une intervention militaire occidentale en Libye.

"Les violences inhumaines" du pouvoir du colonel Kadhafi contre "le mouvement populaire" en Libye "ne doivent pas servir d'excuses pour une interférence militaire d'autres pays", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Ramin Mehmanparast à Press-TV.

"Ils (les Occidentaux) ne doivent pas tenter de transformer les autres pays en bases militaires", a-t-il ajouté.

Rappelons qu'un navire de guerre américain s'est rapproché mardi de la Libye, nouvel indice de la pression exercée par les Etats-Unis pour protéger ses intérêts dans ce pays riche en pétrole.

Les stratèges militaires américains planchent sur plusieurs scénarios qu'ils proposeront au président Barack Obama, mais le flou demeure concernant l'éventualité d'une telle intervention, selon un responsable du Pentagone.

02-03-2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=5063&cid=20&fromval=1&frid=20&seccatid=28&s1=1>

Manlio Dinucci : Des centaines de millions partis en fumée, tandis que les USA et Israël s'équipent pour affronter l'Iran.

Le bombardier nucléaire s'entraîne dans la « guerre humanitaire »

Le bombardement aéronaval de la Libye a déjà fait voler en éclats la résolution du Conseil de sécurité : la no-fly zone pour protéger les civils a déjà été imposée, mais les bombardiers continuent à attaquer. Parmi eux les Tornado Ecr italiens qui, dès qu'ils voient un radar ou tout autre objectif « *menaçant* », lui envoient leurs missiles Agm-88 Harm (fabriqués par la société étasunienne Raytheon et payés par le contribuable italien plus de *300 mille dollars pièce*) [on suppose que le contribuable français n'a pas de réduction particulière sur ses chasseurs à lui, en première ligne pour faire partir nos impôts en fumée sans que personne, gouvernement ou média, ne s'attarde ici à nous rendre ce genre de comptes, NdT]. En explosant, la tête du missile investit la zone environnante avec 13 mille fragments de tungstène coupants comme des rasoirs. Comme il n'existe plus de confrontation militaire globale, explique l'Aéronautique, le Tornado est utilisé aujourd'hui dans les « opérations de réponse aux crises ». Elle ne dit pas, cependant, que, à Torre Ghedi (Brescia), il y a des Tornado italiens qui sont armés de bombes nucléaires étasuniennes B-61.

Peu de choses par rapport aux bombardiers stratégiques étasuniens B-2 Spirit (Esprit... Ndt), les avions les plus chers du monde (*2,1 milliards de dollars pièce*), employés contre la Libye. Conçus pour l'attaque nucléaire, ils ont été employés avec des armes non-nucléaires contre la Serbie en 1999 et l'Irak en 2003. Ces bombardiers stealth, invisibles aux radars, peuvent transporter plus de 18 tonnes de bombes selon diverses combinaisons : par exemple, 16 « intelligentes » (à direction laser ou Jdam) de 900 kilos, ou 34 bombes à fragmentation Cbu-87 qui dispersent chacune plus de 200 mines. Mais le B-2 Spirit peut transporter aussi 16 bombes nucléaires B-61 ou 16 missiles nucléaires Agm-129. Le fait que ces bombardiers stratégiques soient de nouveau utilisés dans une action guerrière réelle, permet d'en améliorer l'efficacité pour un éventuel usage dans une guerre nucléaire.

Il en va de même avec la centaine de missiles de croisière Tomahawk, que navires et sous-marins étasuniens et alliés sont en train de lancer contre la Libye. Ces missiles de la société étasunienne Hughes, qui coûtent *1,5 millions de dollars pièce*, volent à basse altitude le long du profil du terrain et touchent l'objectif avec des têtes (ogives) de divers type, soit pénétrantes soit à fragmentation (chacune avec des centaines de sous munitions). Ces ogives, comme beaucoup d'autres, sont fabriquées avec de l'uranium appauvri qui provoque ensuite des effets désastreux sur la santé et l'environnement. Les Tomahawk aussi peuvent être armés d'ogives nucléaires W-80 : leur usage dans une action de guerre réelle sert aussi à en perfectionner l'emploi pour l'attaque nucléaire.

Que la guerre contre la Libye en prépare d'autres, bien plus dangereuses, est confirmé par Benjamin Netanyahu : dans une interview à CNN, le premier ministre israélien a dit que, si l'Iran ne renonce pas à son programme nucléaire, il faut une « *action militaire crédible pour détruire ses sites nucléaires* ». Téhéran, bien que ne possédant pas d'armes nucléaires comme par contre en possède Israël, a un potentiel militaire bien supérieur à la Libye : pour opérer une « *action militaire crédible* » il faut pointer ses armes nucléaires contre l'Iran et être prêts à les utiliser. Dans cette perspective, les USA ont déjà déployé en Méditerranée les premières unités de leur composante navale du « *bouclier anti-missiles* », les navires lance-missiles Monterrey et Stout. La seconde, en attendant, lance des missiles Tomahawk contre la Libye. Mais, assure le président Napolitano (président de la République italienne et ex-dirigeant du PCI, NdT), « *nous ne sommes pas entrés en guerre, c'est une opération de l'ONU* ».

Manlio Dinucci

Edition de mardi 22 mars de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/22-Marzo-2011/art6.php3>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Paroles & action du président Ahmadinejad ...

"Le monde a besoin d'une nouvelle gestion".

Le Président Ahmadinejad a déclaré qu'avec l'échec du marxisme et du capitalisme, le monde a besoin, maintenant, d'une nouvelle doctrine et d'une nouvelle gestion.

Lors d'une rencontre avec les invités de la 24ème Conférence internationale sur l'Unité islamique, à Téhéran, Mahmoud Ahmadinejad a ajouté qu'aujourd'hui les Arrogants sont les plus grands obstacles, sur le chemin de la perfection de l'Homme, de la justice et de la souveraineté de l'unicité dans le monde. Le président iranien a souligné, également, que les Marxistes et les Capitalistes ont occupé la Palestine, en ayant recours à des démarches démagogiques et des propagandes mensongères, pour parvenir à leurs objectifs colonialistes, et ont amené les Sionistes, dans ce territoire, en déplaçant les Palestiniens. La 24ème Conférence internationale sur l'Unité islamique a débuté ses travaux, samedi, à Téhéran, avec la participation, entre autres, du Président du parlement iranien, Ali Larijani, et de 200 intellectuels originaires de 57 pays du monde.

20/02

IRIB-

<http://french.irib.ir/info/politique/item/109436-le-monde-a-besoin-dune-nouvelle-gestion-ahmadinejad>

Ahmadinejad souhaite un Ordre mondial basé sur la justice et l'amitié.

Le président iranien affirme que l'Iran et l'Inde doivent essayer de faire en sorte que le futur Ordre mondial s'appuie sur la justice et l'amitié.

Le Président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, l'a rappelé, mardi soir, lors d'un entretien avec le conseiller à la sécurité nationale indien, à Téhéran, en soulignant que l'Ordre régissant le monde est en déclin. "Il faut veiller, dans les circonstances actuelles, à ce que ceux qui ont imposé un Ordre d'oppression à l'Humanité, n'imposent pas, de nouveau, les mêmes pensées et les mêmes relations, dans un nouveau cadre", a-t-il indiqué. Le président iranien a, aussi, plaidé en faveur du recours à toutes les potentialités existant en Iran et en Inde, pour le renforcement du niveau des coopérations bilatérales et internationales. Le conseiller à la sécurité nationale indien a affirmé que la coopération avec la République Islamique d'Iran figure parmi les priorités de l'Inde, qui souhaite établir des relations stratégiques et tous azimuts avec l'Iran.

09 Mars 2011

Olivier Montulet

" Les Etats-Unis convoitent les ressources de la région".

"L'objectif des nouveaux plans des Etats-Unis et de leurs alliés est de faire main basse sur les ressources pétrolières et gazières du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord", a souligné le président Ahmadinejad. Devant les habitants de la province du Lorestan, dans l'Ouest de l'Iran, le président a mis en garde les Etats-Unis et leurs alliés contre toute ingérence, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, sinon les peuples se soulèveront et ces régions seront le cimetière de leurs soldats. Ahmadinejad a réitéré que les Etats-Unis et leurs alliés étaient persona non grata, chez les peuples du monde, avant d'ajouter que les Etats-Unis s'apprêtent à intervenir, militairement, dans certains pays. Le président iranien a souligné: "Les peuples qui se sont soulevés contre les dictateurs et les tyrans considèrent les Etats-Unis et leurs alliés, comme leurs complices, dans tous les crimes et les pillages, dans le monde". Et à Ahmadinejad de préciser: "Aujourd'hui, les hommes d'Etat américains prétendent défendre les droits des peuples et lutter contre les dictateurs, mais tout le monde sait que les Etats-Unis soutiennent la dictature, dans le sens propre du terme".

03/03/2011

IRNA -

<http://french.irib.ir/info/politique/item/109995-les-etats-unis-convoitent-les-ressources-de-la-region-ahmadinejad>

1) Politique Iranienne

Politique extérieure

Les présidents iranien et russe s'accordent pour la mise en marche de la centrale nucléaire de Bushihr.

Le 14 mars, Mahmoud Ahmadinejad, président iranien, a eu une conversation téléphonique avec son homologue russe Dimitri Medvedev, dans laquelle ils se sont accordés pour mettre en service à la date prévue la centrale nucléaire de Bushihr.

Selon Mahmoud Ahmadinejad, de vastes perspectives existent entre les deux pays en terme de coopération. Il a souligné que la mise en marche de la centrale nucléaire de Bushihr sera dans l'intérêt des deux pays.

Le président russe insiste également sur le renforcement des coopérations avec l'Iran sur tous les plans. La Russie fera les efforts nécessaire pour assurer l'inauguration de la centrale de Bushihr à temps prévu.

Sur le terrain

Le site de Mir Moussavi dément son arrestation et s'excuse

Le leader d'opposition iranien Mir Hossein Moussavi et sa femme Zahra Rahnavard se trouvent à leur domicile et n'ont pas été emprisonnés, c'est ce qu'a annoncé, mardi 8 mars, son site Kaleme.

Le site en question a également publié des excuses pour avoir affirmé le contraire la semaine dernière.

"Après l'enquête menée par Kaleme ces derniers jours, il est devenu évident que Mme Rahnavard et M. Moussavi sont à leur domicile et, par ce biais, nous corrigeons l'information sur leur transfert en prison et présentons nos excuses", écrit le site.

Mardi, le procureur général de Téhéran, Abbas Jafari Dolatabadi, avait démenti l'emprisonnement des deux opposants

Moussavi et Mehdi Karoubi.

"Les médias doivent faire attention à ce que dit le parquet. Cette information (l'emprisonnement) est totalement fausse et ils se trouvent à leur domicile", a-t-il déclaré à l'agence Fars.

09/03/2011

<http://www.almanar.com.lb>

2) Politique des Usa

Préparation à la guerre

L'Iran "sape la paix et la stabilité dans le Golfe, selon Hillary Clinton

Le chef de la diplomatie américaine, Hillary Clinton, a accusé samedi l'Iran de "*saper la paix et la stabilité dans le Golfe*", soulignant "*l'engagement sans faille*" des Etats-Unis dans la région.

"*Les Etats-Unis ont un engagement sans faille envers la sécurité du Golfe, et une des principales priorités est de collaborer avec nos partenaires à propos des inquiétudes suscitées par le comportement iranien dans la région*", a déclaré la secrétaire d'Etat à des journalistes après le sommet sur la Libye.

"*Nous partageons l'avis*", a-t-elle continué, "*que les activités de l'Iran dans la région, et notamment ses efforts pour faire avancer son agenda dans les pays voisins, sape la paix et la stabilité*".

Mme Clinton a enchaîné samedi les tête-à-tête avec ses homologues arabes, en marge du sommet convoqué à Paris pour faire front au régime Kadhafi en Libye.

Elle a longuement insisté, lors d'une conférence de presse, sur le caractère décisif du soutien de la Ligue arabe et du Conseil de coopération du Golfe (l'alliance des monarchies pétrolières du Golfe) à la mise en oeuvre de la résolution 1973 de l'ONU, qui permet à la communauté internationale un engagement militaire en Libye.

Quelque 700 personnes ont attaqué vendredi soir à coups de pierres le consulat de l'Arabie Saoudite à Machhad (nord-ouest de l'Iran) pour protester contre l'envoi de troupes saoudiennes à Bahreïn et la répression de la contestation dans ce pays à majorité chiite (comme l'Iran) mais dominé par une monarchie sunnite.

Jeudi, Bahreïn avait rejeté la "*pression*" exercée par l'Iran, la qualifiant d'"*ingérence*" dans les affaires intérieures du petit royaume du Golfe, au lendemain de la répression sanglante d'une manifestation à Manama.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a aussi affirmé que l'intervention de forces des pays du Golfe pour mettre un terme à la révolte populaire à Bahreïn était "*un acte hideux voué à l'échec*".

AFP –

Publié le 19/03/2011

Dans les coulisses et au sénat

Clinton: L'Iran cherche à influencer sur l'issue des révoltes arabes.

L'Iran cherche à contacter les oppositions arabes pour influencer sur l'issue des événements, c'est ce qu'a dit mercredi la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, dans une déposition au Sénat à Washington, en citant les situations en Egypte, à Bahreïn et au Yémen.

Selon la chef de la diplomatie américaine, l'Iran utiliserait le Hezbollah, son "intermédiaire" au Liban, pour contacter le mouvement palestinien Hamas "qui à son tour communique avec des homologues en Egypte".

"Nous savons qu'ils contactent l'opposition à Bahreïn. Nous savons que les Iraniens sont très impliqués dans les mouvements d'opposition au Yémen", a-t-elle ajouté.

"Que ce soit directement ou à travers des intermédiaires, ils cherchent sans cesse à influencer sur les

événements, ils ont une politique étrangère très active", a encore dit Clinton.

La chef de la diplomatie américaine a estimé que les peuples lancés dans la "printemps arabe" voulaient être aidés tout en maintenant à distance les intervenants extérieurs.

"La difficulté est de les aider sans donner l'impression que nous voulons préempter leur révolution", a-t-elle poursuivi, et "c'est aussi un défi pour les Iraniens".

Ceux-ci, a-t-elle prétendu, "n'ont pas beaucoup d'amis, mais ils essaient d'en courtiser de nouveaux".

03/03/2011

<http://www.almanar.com.lb>

D'ex-dirigeants US pour la reconnaissance de l'opposition iranienne

D'anciens hauts responsables américains, civils et militaires, ont demandé aux Etats-Unis de retirer les Moujahidine du peuple de la liste des organisations terroristes, lors d'un congrès organisé samedi à Berlin par ce mouvement d'opposition.

"Madame la secrétaire d'Etat, retirez les Moujahidine du Peuple (MEK) de cette liste", a lancé à l'adresse d'Hillary Clinton, chef de la diplomatie américaine, l'ancien directeur du FBI Louis Freeh (1993-2001).

Il a souhaité que Mme Clinton rencontre la dirigeante du MEK, Maryam Rajavi, aux Etats-Unis, comme elle a rencontré cette semaine des opposants libyens.

Retirer les Moujahidine du Peuple de la liste noire, a expliqué à son tour l'ancien Attorney general (ministre de la Justice 2007-2009) Michael Mukasey, leur permettrait de lever des fonds aux Etats-Unis et de louer des satellites pour diffuser des programmes de télévision en Iran même.

"Il est temps de nous défaire de notre propre hypocrisie", a-t-il déclaré, en rappelant pourquoi le MEK avait été placé sur la liste des organisations terroristes en 1997. Washington l'avait fait à la demande de l'Iran avec lequel il tentait une nouvelle fois de négocier et les y a maintenus parce que l'Iran menaçait de s'en prendre aux troupes américaines en Irak, a-t-il expliqué. Mitchell Reiss, ancien directeur de la planification au département d'Etat, a confirmé cette explication. Au contraire, a-t-il dit, "je peux vous assurer que soutenir l'opposition iranienne renforcerait notre position de négociation au lieu de l'affaiblir".

Les généraux Peter Pace et Henry Shelton, deux anciens chefs d'Etat major inter-armes, ont eux aussi plaidé pour la fin de l'ostracisme de ce mouvement Peuple, formé dans les années 60 en opposition au Shah d'Iran et devenu depuis la bête noire du régime de Téhéran. On lui prête plusieurs révélations sur le programme nucléaire secret iranien.

Le général Pace a proposé une "discussion ouverte" pour mettre à jour les reproches qui peuvent être faits au MEK, reconnaissant que leur alliance avec le dictateur irakien Saddam Hussein avait joué contre eux. "Je crois en votre cause", a-t-il assuré aux milliers de partisans rassemblés dans une salle de congrès à Berlin.

"Le régime iranien actuel à Téhéran ne doit pas être changé ni modifié, il doit être remplacé par un mouvement de résistance dirigé par le MEK", a déclaré le général Shelton.

L'ancien chef du parti démocrate Howard Dean et l'ex commissaire européen Günther Verheugen ont également participé à ce congrès qui s'est ouvert par un discours de Maryam Rajavi. L'Union européenne a retiré le MEK de la liste des organisations terroristes en 2009.

AFP - 19 mars

2) Politique d'Israël Préparation à la Guerre.

"L'Iran peut détecter des missiles à partir de la Syrie"

Le commandant des forces terrestres de l'armée israélienne, le général Sami Turjeman, a insisté sur la nécessité d'effectuer des manœuvres fatales et rapides, à la lumière des changements qui ont modifié les caractéristiques du conflit. Le but étant de pouvoir réduire la durée d'une guerre tout en conservant l'ancien principe de la sécurité nationale israélienne à savoir : déplacer l'affrontement militaire chez le territoire ennemi le plus rapidement possible.

Pour ce qui est du système de radar anti-missiles dont les autorités israéliennes ont annoncé son installation dans les prochains jours, Turjeman a estimé que cette annonce s'inscrit "dans le cadre de la publicité pour relever le moral du front intérieur israélien qui est assez vulnérable, aussi pour faire peur l'ennemi".

C'est ainsi que la 2ème chaîne de télévision israélienne a affirmé que "l'armée israélienne attend avec impatience le système de radar de type (Raz) qui devra être installé dans les prochains jours, notant qu'il est en mesure de détecter et de surveiller un missile lancé contre l'entité sioniste avec précision, qu'il s'agisse d'un mortier ou d'un missile, ce qui risque de changer le cours des opérations militaires dans une guerre à venir".

Toutefois, le général-major en retraite Joseph Cherkaoui, un expert dans les affaires militaires, a rapporté "que la plupart des généraux de l'armée israélienne ont avoué que le front intérieur de l'Etat juif est ouvert et vulnérable aux menaces intérieures venant du Hamas dans la bande Gaza et du Hezbollah au Sud-Liban voire aux menaces extérieures provenant de l'Iran".

Et de noter : "Israël a une préoccupation majeure : l'Iran qui a installé un système de radar de pointe sur le territoire syrien, pouvant détecter toute menace de missiles lancés contre l'Iran avant l'attaque".

Cherkaoui a souligné que "l'Etat juif estime désormais qu'il est en grand danger et que les responsables de l'armée israélienne reconnaissent qu'ils n'ont pas la capacité de frapper l'Iran parce qu'elle dispose d'un important arsenal de systèmes de radars anti-missiles, et donc l'Iran ne fait plus partie des calculs israéliens même si elle reste une menace

majeure pour eux".

Il a ajouté "que le nouveau système militaire israélien ne pourra pas intercepter les missiles , voire que ce système comme ses prédécesseur est un échec et qu'Israël est en grande difficulté en raison de la perte de la Turquie, qui était un allié stratégique militaire d'une grande importance ».

02/03/2011

<http://www.almanar.com.lb>

Les organisations mondiales

2 AMNA

Ali-Asghar Soltaniyeh: le soutien des pays membres du MNA concernant les activités nucléaires de l'Iran est très précieux.

L'ambassadeur permanent de l'Iran auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a déclaré que le soutien des pays membres du mouvement des non-alignés concernant les activités nucléaires de l'Iran est très "précieux". S'adressant au correspondant de l'IRNA à Vienne, Ali-Asghar Soltaniyeh a déclaré que le communiqué du MNA à la réunion du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, mercredi a confirmé encore une fois le droit indéniable de l'Iran à utiliser l'énergie nucléaire pacifique.

Se référant à la visite de représentants du MNA sur les sites nucléaires de l'Iran dans les villes d'Arak (dans la province de Markazi) et de Natanz (dans la province d'Ispahan), Ali-Asghar Soltaniyeh a déclaré que ces visites ont constitué une "étape positive."

La déclaration du MNA critiquée dans le récent rapport de l'AIEA par son directeur général sur le programme nucléaire de l'Iran.

Irna.

10 Mars 2011.

Les Voisins

Dans le monde

France

Dominique de Villepin : "Les sanctions anti-iraniennes sont inefficaces" ()

Pour l'ancien Premier ministre français, Dominique de Villepin, les sanctions décidées par l'Occident, à l'encontre de l'Iran, sont loin d'avoir produit les effets escomptés. "Ces sanctions ne pourront pas résoudre le problème, et la priorité devrait aller au dialogue", a estimé Dominique de Villepin, avant de conseiller aux pays occidentaux de réviser leur politique, à l'égard de l'Iran, et de penser à de nouvelles formules, pour débloquer la situation. "L'Occident doit atteindre à un certain équilibre, dans son attitude envers l'Iran, un pays ancien et doté d'une vieille civilisation", a ajouté Villepin, qui se pose en véritable alternative au Président français Sarkozy, pour les présidentielles 2012.

19/02/2011

<http://french.irib.ir>

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 VIDEO 1 : Meyssan explique la Révolution islamique (1)

http://www.dailymotion.com/video/xh1tn8_meyssan-explique-la-revolution-islamique-1_news#from=embed

2-2 VIDEO 2 : La Révolution islamique d'Iran 2/2

http://www.dailymotion.com/video/xh0u71_la-revolution-islamique-d-iran-2-2_news#from=embed

2-3 Thierry Meyssan et Jacques Borde s'expriment sur la "révolution islamique" d'Iran.

Jacques Borde, chroniqueur entre autres à Médialibre, et Thierry Meyssan, s'expriment sur la révolution islamique d'Iran et remettent son histoire et ses idéaux en perspective, bien loin de la propagande occidentale qui s'est mise en place dès l'arrivée au pouvoir de l'Imam Khomeyni. Lequel a été diabolisé dès son accession au pouvoir. Pourquoi un chef spirituel d'une telle dimension se trouve présenté comme un vieillard obscurantiste et barbare, quand le chef spirituel du bouddhisme tibétain est vénéré

par l'Occident ? Pas besoin d'être grand clerc pour comprendre qu'il n'y a derrière une telle différence de traitement rien d'autres que des objectifs géopolitiques. S'il en fallait une preuve, il suffit de se rappeler que l'une des raisons pour lesquelles la dictature du Shah a été lâchée, est l'ambition qu'elle avait développée de faire de l'Iran une puissance régionale, et en faisant notamment une puissance maîtrisant le nucléaire.

La théocratie démocratique iranienne était facile à diaboliser dans un occident individualiste, matérialiste et narcissique. Problème, la révolution islamique a su évoluer et se régénérer et ainsi assurer le développement de son pays, au point de s'imposer progressivement en contre-modèle.

Le terme même de « Révolution islamique » repose sur un malentendu. Cette expression donne lieu à une incompréhension dans de nombreux pays, car on pourrait comprendre qu'il s'agit là d'une idéologie qui voudrait imposer une religion. Or, ça n'est pas du tout le projet de cette Révolution, qui est avant tout politique et qui vise en réalité à libérer l'homme d'un système de domination mondial.

<http://www.medialibre.eu/>

3 Les brèves

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

3-1 Soros menace l'Iran de « la plus sanglante des révolutions ».

Extrait

Alors que la révolte globale actuelle qui balaie le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord est née d'un cri universel de l'homme pour la liberté, la sécurité alimentaire, et un niveau de vie décent, il est important de comprendre que l'élite mondiale se tient en embuscade pour exploiter le chaos comme une opportunité pour réagencer à nouveau le paysage géopolitique à leur image, notamment en exploitant les manifestations comme un moyen pour affaiblir et renverser le gouvernement iranien.

Les citoyens des pays producteurs de pétrole doivent recevoir plus de bénéfices des ressources nationales de leur pays, a déclaré l'investisseur milliardaire George Soros à la BBC.

Les révoltes en Libye ont été en partie le résultat d'une « *révulsion vis-à-vis de la corruption* » alimentée par le détournement de l'argent du pétrole, a-t-il ajouté.

Plus de « *transparence et de responsabilité* » sont nécessaires de la part d'autres pays producteurs comme la Russie et l'Arabie saoudite a-t-il dit.

M. Soros a également prédit que le régime iranien serait renversé dans la « plus sanglante des révolutions ».

« Ils se sont rebellé »

La Libye produit 1,6 millions de barils de pétrole par jour et est le 17ème plus grand producteur au monde.

Et le maintien du colonel Kadhafi au pouvoir dépendait des milliards de dollars de revenus pétroliers qui affluent dans le pays.

Parlant de la vague des gouvernements mis en cause en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, M. Soros a dit: « *Ce qui a été la cause des révolutions est une révulsion vis-à-vis d'une corruption qui est alimentée par l'utilisation abusive des ressources naturelles comme par exemple en Libye.*

« *La transparence, et encore plus important la responsabilité dans l'utilisation des ressources naturelles, est ce qu'il faut pour que les gens vivant dans ces pays puissent bénéficier de ces ressources nationales.*

« *La Libye a produit d'énormes richesses que Kadhafi s'est approprié et maintenant le peuple se révolte contre ça.* »

« Progrès considérable »

Interrogé sur le point de savoir s'il devrait y avoir plus de transparence concernant le devenir des revenus du pétrole, M. Soros a répondu: « Tout à fait. »

Et il a dit que les États-Unis et l'Europe devaient soutenir plus activement les révolutions en Libye et ailleurs afin que les nouveaux régimes coopèrent avec l'Occident.

« Ce qui se passe actuellement au Moyen-Orient est très similaire à ce qui s'est passé dans l'ex-Union soviétique en 1989-91. Mais à l'époque il s'agissait d'un régime hostile à l'Occident qui a été détruit par la révolution », a-t-il dit.

« Actuellement, il s'agit de régimes soutenus par l'Occident, aussi **l'Occident doit regagner l'allégeance des habitants de ces pays, en appuyant vraiment la transition vers la démocratie.**

« Il est très important que l'Europe et les États-Unis se tiennent devant la révolution plutôt que derrière, parce que s'ils sont derrière, ils vont perdre l'allégeance des nouveaux régimes qui vont émerger et s'ils sont correctement pris en charge, ce seront des régimes démocratiques et ce sera un progrès énorme. »

Source: bbc.co.uk

Lundi 7 Mars 2011

<http://infoguerilla.fr/?p=8486>

3-2 Israël, inquiet de l'Iran, augmente son budget militaire.

Israël considère «avec la plus grande gravité» le passage annoncé de deux navires de guerre iraniens en Méditerranée à travers le canal de Suez, pour la première fois depuis 1979, et a averti qu'il accroîtrait son budget de Défense en raison des tensions régionales.

«La composante sécuritaire est indispensable à tout accord de paix et nous sommes aujourd'hui témoins de l'instabilité de la région dans laquelle nous vivons et que l'Iran tente d'exploiter afin d'étendre son influence en dépêchant deux navires de guerre à travers le canal de Suez», a déclaré le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, selon un communiqué de son bureau.

«Israël considère avec la plus grande gravité cette initiative iranienne, de même que d'autres développements qui soulignent ce que j'ai répété ces dernières années, à savoir que les besoins de sécurité d'Israël vont augmenter», a-t-il averti à l'ouverture du conseil des ministres.

«Et le budget de la Défense devra augmenter en conséquence», a ajouté le premier ministre.

Le budget annuel israélien de la Défense est de l'ordre de 13 milliards de dollars, dont 2,7 milliards de dollars d'assistance militaire américaine, soit un peu moins de 7% du PIB.

Avant même l'affaire des navires iraniens, le ministère de la Défense avait réclamé une rallonge de 200 millions de dollars. Elle est en cours d'examen par la commission de la Défense et des Affaires étrangères de la Knesset (Parlement).

Le gouvernement israélien a approuvé dimanche des coupes de 1% du budget, affectant tous les ministères -sauf ceux de la Défense, de l'Éducation et des Affaires sociales- afin de financer des mesures contre le coût de la vie.

Israël observe avec inquiétude l'évolution de la situation au Proche et Moyen-Orient, en particulier en Égypte, partenaire clé avec lequel il a signé un traité de paix en 1979 qui fonde sa stratégie militaire sur son front sud.

Cet accord s'accompagne d'une garantie du libre passage des navires israéliens dans le canal de Suez.

Les Israéliens craignent une montée en puissance des mouvements islamiques à la faveur de la contestation qui ébranle la région, et de se retrouver encerclés par des nations ennemies.

Depuis plusieurs jours, les autorités israéliennes «surveillent attentivement» le mouvement des deux bateaux iraniens, un patrouilleur de 1.500 tonnes, l'Alvand, et un navire de ravitaillement et de soutien de 33.000 tonnes, le Kharg, tous deux de fabrication britannique.

L'Égypte a autorisé les deux bateaux à emprunter le canal de Suez, a annoncé vendredi l'agence officielle égyptienne Mena, une première depuis la révolution islamique en 1979.

Selon la radio publique israélienne, Israël et les États-Unis ont demandé à l'Égypte de ne pas autoriser ce passage. Interrogé par l'AFP, le porte-parole de M. Nétanyahou, Mark Regev, a refusé de «confirmer ou démentir» cette information.

D'après une source diplomatique iranienne, les deux bâtiments doivent effectuer une visite «de routine» de quelques jours en Syrie, après des arrêts à Oman et à Jeddah (Arabie saoudite).

Pour des analystes de défense, l'Iran cherche à réaffirmer ainsi sa présence en Méditerranée orientale, où Téhéran dispose d'alliés comme la Syrie, la Turquie et le puissant mouvement chiite Hezbollah au Liban.

Israël, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, le nationaliste Avigdor Lieberman, a qualifié mercredi de «provocation» l'envoi des navires iraniens et lancé une mise en garde à Téhéran.

L'État hébreu considère l'Iran -qui prédit régulièrement sa disparition et soutient le Hezbollah et le Hamas palestinien- comme sa principale menace.

<http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201102/20/01-4372196-israel-inquiet-de-liran-augmente-son-budget-militaire.php>

4 Dossier & Point de vue

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

4-1 Les spécialistes pensent que le FBI applique des théories réductrices qui ne correspondent pas aux observations du gouvernement.

C'est dans une conjoncture particulière, marquée par de multiples révoltes populaires dans le Monde arabo-musulman où l'on note un rôle très timide pour ne pas dire insignifiant des formations et partis politiques à caractère islamiste, que les Etats-Unis d'Amérique s'appliquent à lancer un débat sur la dérive islamiste.

Aux Etats-Unis, certains cercles tentent de réaffirmer par ce débat que le profil d'un futur terroriste cadre avec le port d'une barbe et l'attachement à la religion musulmane. Des critères complètement dépassés et absolument absurdes pour certaines sources sécuritaires qui confient que la religion et le port de la barbe ne confirment en aucun cas le profil d'un futur terroriste soulignant que les juifs intégristes portent aussi la barbe.

Ce débat continue, en fait, d'asseoir des fausses théories sur des bases peu crédibles. Mais contrairement à ce concept qui vise à stigmatiser les musulmans, un centre de recherche américain indique que le processus menant à la radicalisation demeure très complexe et un cliché typique d'un futur terroriste ne peut pas être déterminé aussi facilement. C'est dire que les Américains sont plus conscients et balayent l'idée de l'assimilation du musulman au terrorisme.

Le Brennan Center for Justice de la New York University, vient de publier un rapport dans ce sens, à la veille même de la tenue par la Chambre des représentants américaine d'une audience très controversée concernant la radicalisation de la communauté musulmane. Dans ce rapport, indique l'AFP, on démonte complètement les conclusions simplistes sur le sujet, intitulé «Repenser la radicalisation» en faisant le point sur la recherche en matière de terrorisme made in USA. Depuis le 11 septembre 2001 le terrorisme menace les USA surtout que ce pays a été la cible de plusieurs tentatives terroristes dont les auteurs sont nés ou naturalisés américains. Dans ce contexte, une spécialiste des libertés civiles des musulmans aux USA, Faïza Patel souligne: «Une opinion peu étayée, réductrice sur «comment les gens deviennent terroristes» a gagné une légitimité injustifiée dans certains cercles antiterroristes» et d'ajouter: «Etant donné le caractère fragmentaire et contradictoire des connaissances, un observateur extérieur peut difficilement évaluer qui a raison dans ce discours ambiant.» La spécialiste ne manquera pas d'indexer le FBI et le Nypd (département de la police de New York) jugeant que leurs théories sont indûment réductrices et ne répondent pas aux observations et notes du gouvernement, ni aux nombreuses études des experts en sciences sociales et en psychologie. Contrairement à ceux-là qui se basent sur une étude plus scientifique fondée à partir d'analyses psychologiques et psycho-sociales, le FBI et le Nypd, «la dérive peut être stoppée dès ses débuts par des agents formés pour déceler les bons signes».

Une théorie qui ne s'aligne pas sur les principes actuels de la lutte antiterroriste, ni avec les nouvelles données intervenues. Pour des sources sécuritaires en Algérie, un futur terroriste peut ne pas avoir de religion. Toutefois, un sentiment de vengeance, un échec, une situation sociale ou une dépression survenue suite à un choc, sont autant de causes qui peuvent faire d'un être humain un terroriste en veille. Cette théorie est évoquée par des services qui jouissent d'une expérience incontestable dans la lutte antiterroriste et ayant pendant 20 ans étudié le profil d'un terroriste. Ces services concluent ainsi que le signe d'une barbe identifiant un musulman comme un terroriste devient complètement absurde.

Tenant compte de ce qui précède, Faïza Patel écrira qu'«il n'y a pas de personne-type qui deviendra un terroriste, pas de moyen de prédire l'avenir extrémiste de quelqu'un, et la pratique de l'Islam en elle-même ne conduit pas au terrorisme». Dans ce même contexte, un rapport du ministère de la Sécurité intérieure américain souligne: «Il n'y a pas de trajectoire-type menant à la radicalisation politique (...), la

progression ne peut pas être réduite à une série invariable d'étapes de la solidarité vers l'extrémisme» Mais il est toutefois à noter malgré l'incrédibilité de certaines notions, celles-ci continuent par le biais de la police à cibler la communauté musulmane aux USA et la spécialiste prévient: «Il y a un risque que le sentiment par lequel, les forces de l'ordre ciblent injustement les musulmans, ait un impact négatif sur la volonté de certains membres des communautés musulmanes de coopérer avec la police, notamment le FBI, et de le faire savoir dès qu'ils ont un soupçon ou une inquiétude.»

Ikram GHIOUA

10/03/2011

<http://www.lexpressiondz.com/article/5/2011-03-10/87036.html>

5 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

5-1 Congrès international de Berlin : Soutien au soulèvement en Iran et aux résidents d'Achraf.

Samedi 19 mars, dans un congrès international à Berlin, de hauts responsables américains des administrations Clinton, Bush et Obama, des personnalités politiques européennes et arabes ont apporté leur soutien au soulèvement du peuple iranien et examiné les perspectives de changement dans ce pays. Ils ont souligné la nécessité d'adopter une politique correcte face au régime de Téhéran qui cherche à profiter des révoltes dans la région et au développement de l'intégrisme islamique.

M. Leo Dautzenberg (député de 1998 à 2011) a remis une déclaration signée par 150 députés du Bundestag sur la protection humanitaire des opposants iraniens au Camp d'Achraf, le retrait de l'OMPI de la liste du terrorisme américain et l'arrêt des exécutions en Iran.

Dans cette réunion à la veille de la nouvelle année iranienne, Norouz, les hauts responsables américains comme Howard Dean, président du parti démocrate américain, le général Peter Pace, chef de l'état-major des armées des Etats-Unis (2005-2007), le général Hugh Shelton, chef de l'état-major des armées des Etats-Unis (1997-2001), Sid Ahmed Ghazali, ancien premier ministre algérien, Patrick Kennedy, fils de feu le sénateur Edward Kennedy, membre de la Chambre des Représentants (1995-2011), Mitchell B. Reiss, chargé des affaires politiques au Département d'Etat américain (2003-2005), Michael Mukasey, ministre américain de la Justice (2007-2009) et Louis Freeh, chef du FBI (1993-2001), ont pris la parole. De même Gesine Schwan, deux fois candidate à la présidence de la République allemande, Gunther Verheugen, commissaire européen (1999-2009) et ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Otto Bernhardt, porte-parole pour les finances de la fraction démocrate chrétienne/ sociale démocrate au Bundestag (2005-2009) et membre de la direction de la fondation Konrad Adenauer, et le Pr Christoph Degenhardt, éminent juriste, sont aussi intervenus.

Maryam Radjavi, invitée spéciale de cette conférence, a dit que la solution pour mettre fin aux terribles souffrances du peuple iranien et faire disparaître les principales menaces terroristes dans le monde est un changement complet du régime des mollahs et l'instauration de la démocratie. « Le seul levier pour atteindre ce but, a-t-elle dit, c'est la Troisième Voie, à savoir un changement démocratique par le peuple iranien et sa résistance organisée. On peut voir la cristallisation de cette résistance à Achraf qui constitue une source d'inspiration pour la jeunesse dans sa lutte pour la liberté. »

Tout en reprochant à l'occident son opposition au changement en Iran, Mme Radjavi a ajouté : Durant les années passées trois gouvernements successifs aux États-Unis en maintenant les Moudjahidine du peuple sur la liste noire ont aidé dans la pratique le régime à rester au pouvoir. Ces deux dernières années malheureusement les États-Unis ont continué cette politique dévastatrice pour le peuple iranien et sa résistance. Les attaques successives des agents du régime contre Achraf a fait de nombreux morts et blessés parmi les Moudjahidine du peuple.

Evoquant l'évolution rapide des événements dans la région, Mme Radjavi a invité l'ensemble des gouvernements occidentaux de prendre la bonne voie de l'histoire et a demandé à la communauté internationale

1- De cesser d'acheter du pétrole aux mollahs et d'alimenter ainsi le financement de la répression du peuple iranien.

2- De prendre les mesures nécessaires pour lancer un mandat international contre Khamenei pour crime

contre l'humanité.

3- De radier les Moudjahidines du peuple de la liste du terrorisme et de reconnaître officiellement la Résistance du peuple iranien.

4- De prendre les mesures nécessaires pour retirer les haut-parleurs autour du camp d'Achraf, de mettre fin à la torture psychologique des résidents et au blocus inhumain du Camp, de lever en particulier les restrictions médicales criminelles et de se charger de faire accepter la protection du Camp par les États-Unis et les Nations unies.

Secrétariat du Conseil national de la résistance iranienne
Le 19 mars 2011

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

6-1 Aymane Chaouki : La peur arabe : Un aveu d'échec de la politique américaine au Moyen-Orient ?

Parmi les nombreuses révélations de WikiLeaks, nous avons appris que les pays arabes entretiennent une véritable crainte à l'égard de l'Iran, allant même jusqu'à exhorter les Etats-Unis d'intervenir militairement contre la République Islamique.

Ces pressions des dirigeants arabes ne reflètent-ils pas un appel aux Etats-Unis à rectifier une situation qui leur a échappé ?

La montée en puissance de l'Iran au Moyen-Orient : la conséquence des guerres d'Afghanistan et d'Irak
Un document confidentiel, publié par Le Monde, révèle que le roi Abdallah d'Arabie Saoudite, en mars 2009, a appelé les Etats-Unis « à couper la tête du serpent » iranien tandis que d'autres Etats arabes tels que l'Egypte et le Qatar ont fait part à plusieurs reprises de leur méfiance envers Téhéran. L'Arabie Saoudite a également mis l'accent sur le programme nucléaire iranien et sur les conséquences de son achèvement qui engendrerait une prolifération nucléaire dans tout le Moyen-Orient.

Ces révélations semblent confirmer l'influence actuelle de l'Iran au Moyen-Orient, qui résulte en partie de l'échec de la stratégie américaine au Moyen-Orient au lendemain du 11 septembre 2001. En effet, les Etats-Unis se sont enlisés dans deux conflits militaires en Afghanistan et en Irak qui ont changé la configuration géopolitique dans la région. Ainsi que l'affirmait Bertrand Badie, « les victoires d'aujourd'hui sont parfois les défaites de demain(1) ».

Les Etats-Unis ont ainsi réussi à renverser deux pouvoirs hostiles à l'Iran tout en contribuant à la montée d'un antiaméricanisme majeur dans la région qui est venu grossir les rangs du camp « anti-impérialiste » dont l'Iran se veut le leader. L'intervention en Irak a mis fin à la politique de « *dual containment* » lancée en 1994 par l'administration Clinton et a permis d'éliminer un puissant rival de Téhéran si bien que l'équilibre des pouvoirs qui prévalait entre l'Iran, l'Irak et l'Arabie Saoudite a fait place à une bipolarisation entre Téhéran et Ryad (2). Or, l'Arabie Saoudite apparaît bien fragile pour contenir la puissance de l'Iran, qui profite ainsi d'un « vacuum » sans précédent pour émerger comme un pôle majeur au Proche-Orient, à l'instar de la Turquie et d'Israël.

Aussi, l'occupation américaine de l'Irak a conduit à l'autonomisation des chiites irakiens, ce qui a précipité leur entrée fracassante sur la scène politique, alors que cette communauté était traditionnellement mise à l'écart du pouvoir. Par ailleurs, la montée des chiites en Irak est un véritable enjeu sécuritaire pour un certain nombre de pays arabes. Le poids de la communauté chiite s'est ainsi accru et est devenu incontournable dans un certain nombre de questions régionales, tels que la stabilité des Etats multiconfessionnels irakiens et libanais, le processus de paix israélo-palestinien, le règlement du conflit afghan et les insurrections au Pakistan. C'est pour ces raisons que la « carte chiite » représente un atout considérable entre les mains de Téhéran. Ce potentiel « déstabilisateur » de l'Iran a suscité de vives inquiétudes de la part des voisins sunnites ces trente dernières années, craignant un soulèvement chiite au Moyen-Orient dirigé depuis Téhéran. Au Koweït, la communauté chiite a été régulièrement suspectée d'entretenir des relations étroites avec Téhéran. Une menace également perceptible à Bahreïn, territoire revendiqué publiquement par l'Iran comme faisant partie de son territoire historique. Mais c'est sans doute la thèse célèbre du « croissant chiite » qui a le plus cristallisé les peurs des pays sunnites. L'idée d'un « croissant chiite » a été évoquée en 2004 par le souverain Abdallah II de Jordanie lors d'un

entretien dans le Washington Post. Le concept repose sur l'existence d'un axe chiite qui s'étendrait de l'Indus au Nil et qui reposerait sur des facteurs politiques et confessionnels et comprendrait des enjeux territoriaux et énergétiques. La psychose des pays sunnites concernant l'émergence d'un croissant chiite a pris ensuite plus d'ampleur après les succès politiques acquis par l'Iran et ses alliés chiites sur le plan régional. La montée des chiites en Irak et l'ingérence iranienne dans les affaires internes de Bagdad a considérablement irrité Washington et ses alliés sunnites dans la région. De même, l'influence grandissante du Hezbollah au Liban a également cristallisé les tensions confessionnelles et redistribué les cartes au niveau politique. Selon François Thual, « d'ici quelques années, les chiites se seront emparés politiquement du Liban (3). » Ce scénario offrirait aux chiites et surtout à l'Iran, qui entretient une relation privilégiée avec le Hezbollah, une profondeur stratégique nouvelle lui permettant de bénéficier d'un accès à la frontière israélienne. L'accueil éclatant offert au président Ahmadinejad lors de sa récente visite au Liban en octobre dernier a été une véritable manifestation du poids actuel de l'Iran dans le pays du Cèdre.

Une nouvelle guerre froide à l'échelle du Moyen-Orient

La géopolitique nouvelle dans la région incite même à parler d'une nouvelle « guerre froide au Moyen-Orient (4) » dans laquelle les Etats-Unis et l'Iran seraient les pôles dominants. D'un côté, il y aurait les Etats enclins à coopérer avec les Etats-Unis avec une certaine acceptation de la domination américaine dans la région. Ce camp inclurait principalement Israël et les Etats arabes avec qui ils ont un accord de paix (Egypte, Jordanie) ainsi que l'Arabie Saoudite et la majorité des pays du Conseil de Coopération du Golfe. D'un autre côté, il y aurait les Etats et les acteurs non-étatiques qui n'acceptent pas l'ingérence américaine dans la région. La République islamique d'Iran a émergé, ces dernières années, comme le leader de ce camp, qui comprendrait également la Syrie, le Hamas et le Hezbollah ainsi que les milices pro-chiites. Enfin, la Turquie, allié traditionnel de Washington, a récemment intensifié son engagement diplomatique au Moyen-Orient avec la montée du parti AKP (parti pour la justice et le développement), et a entamé un rapprochement avec l'Iran, ce qui offre d'autres cartes à jouer à ce camp de la « résistance ». Les pays arabes sunnites ont ainsi observé avec impuissance et angoisse l'ascension de l'Iran et son ingérence dans les affaires du monde arabe. Ils ont également été surpris par la force de résistance du Hezbollah lors de la guerre avec Israël en 2006 et par la progression politique des communautés chiites au Liban et en Irak. Enfin, ils sont inquiets de la vague de sympathie qui existe au sein de leurs populations pour la République islamique qui est devenu le nouveau champion de la cause palestinienne. Ils craignent de voir à long terme cette sympathie se transformer en révolte qui déstabiliserait leurs gouvernements qui, en cas d'élections libres, tomberaient probablement tous au profit de partis islamistes plus ou moins modérés (5).

Enfin, WikiLeaks ne fait que confirmer un constat déjà perceptible dans le domaine de la défense. En effet, l'inquiétude vis-à-vis de l'Iran provoque une militarisation grandissante dans la région, notamment en Egypte et en Arabie Saoudite. Le Caire dépense ainsi un quart de son PIB dans le secteur de la défense tandis que Ryad a été classé 8^e pays mondial en termes de volume de dépenses militaires en 2009 (32,654 milliards de dollars). L'Arabie Saoudite figure également parmi les trois pays (avec la Chine et l'Inde) à avoir augmenté ses dépenses militaires de 2008 à 2009 alors que la crise économique avait entraîné une réduction mondiale des dépenses. Cette militarisation excessive de l'Arabie Saoudite est aussi motivée en raison de la montée en puissance de l'industrie de défense iranienne qui s'est autonomisée depuis les deux dernières décennies. Téhéran a ainsi dévoilé en août dernier ses sous-marins fabriqués entièrement sur le sol iranien et a présenté le premier drone bombardier de l'Iran, rejoignant ainsi le club très fermé de pays ayant la capacité de fabriquer cette technologie, notamment la France, les Etats-Unis et Israël.

Ainsi, au lendemain du 11 septembre 2001, la donne régionale a changé en faveur de l'Iran. Le renversement des Talibans et de Saddam Hussein, ainsi que la montée des chiites au Liban et en Irak renforce la position de l'Iran sur l'échiquier régional. Cette situation donne à l'Iran un poids considérable au Moyen-Orient qui « contraste merveilleusement avec la défaillance et la marginalisation croissante des principaux Etats arabes. »(6) Cependant, le gouvernement iranien devra faire face à la résistance de ses voisins arabes sunnites qui, avec le soutien de Washington et de Tel-Aviv, vont chercher à limiter son influence dans la région.

(1)Véronique BEDIN et Martine FOURNIER (dir.), « Bertrand Badie », La Bibliothèque idéale des

sciences humaines, Editions Sciences humaines, 2009.

(2)Shahram Chubin, Iran's Power in Context, Survival, vol. 51 no. 1, February–March 2009, pp. 165-190

(3)François Thual, 2007, "Le croissant chiite : slogan, mythe ou réalité ?", Hérodote : Proche-Orient, géopolitique de la crise, n° 124, 2007, p. 116.

(4)Leverett Flynt and Leverett Hillary Mann, the United States, Iran and the Middle East's New "Cold War", The International Spectator, Vol. 45, No. 1, March 2010, 75–87

(5)Masri Feki, L'Iran et le Moyen-Orient, Constats et enjeux, Studyrana perspectives, 2010, p. 73.

(6)Masri Feki, Op. cit p.77

Aymane Chaouki

Aymane Chaouki, diplômé de l'ISRIS en relations internationales

Publié le 7 février 2011 avec l'aimable autorisation de l'IRIS.

Tous les droits des auteurs des Œuvres protégées reproduites et communiquées sur ce site, sont réservés.

Source : Affaires Stratégiques

<http://www.affaires-strategiques.info/...>

6-2 Yahia Gouasmi : Le canal de Suez appartient-il à Israël ?

Deux navires de guerre iraniens ont, dans la matinée de ce mardi 22 février 2011, franchi le canal de Suez en direction de la Méditerranée. Il s'agit de la frégate *Alvand* et du navire ravitailleur *Kharg*. La destination finale de ces deux bateaux est la Syrie, où ils effectueront selon des sources diplomatiques iraniennes « *une visite de routine* ».

Depuis plusieurs jours, les informations les plus contradictoires ont circulé au sujet de l'utilisation du canal de Suez par ces navires iraniens. La grande question était de savoir si le nouveau pouvoir égyptien allait, oui ou non, donner son autorisation à l'Iran, alors que depuis 1979 aucun bâtiment iranien n'avait été autorisé à emprunter le canal. Israël, par la voix du Premier ministre Benyamin Netanyahou et de son ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, a tout de suite crié à la provocation !

En réalité, cette affaire est le premier test sérieux en matière de politique étrangère qu'a eu à affronter le nouveau pouvoir militaire en Égypte. La question est simple : le gouvernement du Caire, en charge du canal de Suez, doit-il appliquer le droit international vis-à-vis de l'Iran, ou plutôt obéir à Tel Aviv ? C'est, semble-t-il, la première option qui a été choisie par le Caire. Selon des informations en provenance du Conseil militaire suprême égyptien, l'autorisation de passage a été donnée en application de la *Convention de Constantinople* (1888), laquelle stipule que « *Le Canal Maritime de Suez sera toujours libre et ouvert, en temps de guerre comme en temps de paix, à tout navire de commerce ou de guerre, sans distinction de pavillon* » (Article 1er de la Convention).

C'est une grande victoire pour la République islamique d'Iran et tout le Front de la Résistance antisioniste. Cette victoire est d'autant plus importante lorsqu'on connaît le rôle stratégique et symbolique du Canal de Suez. Stratégique car il est le lieu de passage de la plupart du commerce entre le Golfe, l'Asie et l'Europe. Il représente 8% du commerce maritime mondial, soit environ 3 milliards de dollars de revenus annuels pour l'État égyptien. La grève des 1500 employés du canal, qui dure depuis le 16 février, constitue un manque à gagner de 200 millions d'euros par jour !

Mais, le canal de Suez a aussi une valeur hautement symbolique pour tous les Égyptiens et tous les peuples arabes. Sa nationalisation en 1956, par le Colonel Nasser, avait marqué à l'époque le réveil du nationalisme arabe. Cette nationalisation fut immédiatement suivie d'une agression conjointe de la part d'Israël, de la Grande-Bretagne et de la France. Les agresseurs seront repoussés avec l'aide des deux nouveaux impérialistes du moment, les États-Unis et la Russie soviétique. Malgré ce contexte, la récupération par l'Égypte de son canal avait été ressentie par tous les peuples en lutte pour leur indépendance comme une victoire. Un nouveau chapitre de l'histoire venait de s'ouvrir : il était possible de tenir tête aux arrogants, qui en étaient restés à la « politique de la canonniers » du siècle passé. Notons enfin que, à l'occasion de cette agression, l'entité sioniste obtint de la France (dirigée par le socialiste Guy Mollet) l'accès à l'arme nucléaire à l'insu du peuple français et de sa représentation parlementaire. Le lobby sioniste était alors déjà très influent en France !

Le canal de Suez confère à la révolution égyptienne une dimension économique, stratégique et symbolique souvent occultée par les médias. Comme nous l'avons déjà écrit (voir notre article intitulé « **Traité de paix israélo-égyptien : L'humiliation du peuple égyptien !** »), le Conseil militaire suprême qui a succédé à Hosni Moubarak est, pour l'instant, condamné au grand écart. Il doit à la fois canaliser la volonté révolutionnaire du peuple, et éviter un bain de sang. Or, **interdire le passage du canal aux navires iraniens aurait signifié un retour à la situation d'avant la nationalisation de 1956, ou à l'acceptation – comme c'était le cas sous Moubarak – que le vrai propriétaire de ce canal est Israël !** Le peuple égyptien, encore mobilisé, ne l'aurait certainement pas accepté. Cependant, autoriser le passage à l'Iran crée un précédent inacceptable pour Tel Aviv, qui a réagi avec la violence (pour l'instant verbale) que l'on sait.

Que va faire l'USraël ? Tout est possible. Cela peut aller de la simple pression sur l'armée égyptienne, à l'agression contre les navires iraniens avec des conséquences incalculables, non seulement militaires, mais

également politiques comme la radicalisation des révolutions arabes en cours.

Nous assistons à une nouvelle situation en Égypte. Les dirigeants de ce pays ont désobéi à Israël (de bon gré ou contraints par la pression de leur peuple, peu importe). Et le temps où un État islamique et souverain, l'Iran, était interdit de circulation sur le canal de Suez, semble pour le moment révolu.

Une autre étape est à présent en vue : interdire aux navires de guerre américains et israéliens

d'emprunter ce canal pour rejoindre le Golfe Persique, et y menacer tous les États riverains. Un rêve ?

En ce moment, l'accélération de l'Histoire dans cette région du monde nous permet de rêver...

Yahia Gouasmi

Président du Parti Anti Sioniste

23 février 2011

6-3 Kaveh L. : L'Iran Entrepren Un Nouveau Voyage de Découverte.

« Les Américains font énormément d'efforts pour ne pas être la cible de ces vastes soulèvements populaires mais ils échoueront parce que les peuples se sont rendus compte que les politiques des Américains et de leurs copains sont les causes de l'humiliation et des divisions parmi les nations. Par conséquent la solution pour résoudre les problèmes des peuples c'est de mettre un terme aux arrangements de l'Amérique dans la région. »
Ayatollah Seyed Ali Khamenei Chef Suprême Iranien.

Lundi alors que deux navires de guerre iraniens étaient sur le point de traverser le Canal de Suez - au grand désespoir d'Israël qui a considéré cela avec « la plus grande gravité » - le chef suprême de l'Iran l'Ayatollah Ali Khamenei s'est adressé à un groupe de dignitaires étrangers du Monde Musulman et a parlé en toute confiance de l'aube d'une nouvelle aire au Moyen Orient reflet d'un « éveil islamique ».

Avec la chute de deux dictateurs pro occident l'un en Tunisie et l'autre en Égypte et l'évolution rapide des protestations au Bahreïn majoritairement peuplé de Shi'ites et qui héberge la 5ème Flotte US les dirigeants iraniens peuvent largement justifier leur estimation confiante d'un « nouveau Moyen Orient » de moins en moins soumis aux intérêts occidentaux et de plus en plus indépendant et confiant.

Une frégate iranienne et un navire de ravitaillement sont passés à travers le Canal de Suez en direction de la Syrie après avoir reçu l'accord des autorités égyptiennes - la première fois que de tels navires naviguent dans le Canal depuis la chute du Shah d'Iran en 1979. Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a dit dimanche que l'Iran essayait d'exploiter l'instabilité secouant toute la région.

Selon le droit international seuls les navires de pays en guerre avec l'Égypte ont interdiction de passer à travers le Canal de Suez. Mais les navires de guerre doivent auparavant avoir la permission des ministères de la défense et des affaires étrangères égyptiens.

« Je pense qu'aujourd'hui on peut voir dans quelle région instable on vit où l'Iran essaie d'exploiter la situation créée pour étendre son influence en faisant traverser le Canal de Suez par des navires de guerre » selon des dires de Netanyahu. Le ministre des affaires étrangères israélien a appelé cet acte une « provocation » dont devrait s'occuper la communauté internationale ».

Parmi les experts en politique étrangère en Iran l'opinion dominante c'est que la décision des militaires égyptiens d'autoriser le passage de l'Alvand et du Khangh est un geste significatif pour briser la glace et que cela crée une atmosphère positive pour une amélioration nécessaire des relations Iran Égypte.

Accusés par les médias israéliens d'être de « connivence » avec l'Iran concernant le passage des navires, les dirigeants militaires égyptiens - qui actuellement dirigent de facto le pays à la suite de la démission du président Hosni Moubarak en Janvier - pourrait maintenant accélérer le processus de normalisation des relations avec l'Iran avant les élections programmées en Septembre. Ceci bien qu'ils aient garanti que le gouvernement respecterait toutes les obligations internationales antérieures dont le Traité de Paix de Camp David avec Israël.

Selon le quotidien israélien Haaretz Israël ne peut plus être sûr que l'Égypte restera une alliée contre l'Iran. Une interprétation plus juste c'est qu'Israël craint que l'Égypte devienne alliée de l'Iran contre Israël dénotant ainsi un changement dans l'équilibre des forces au détriment du bloc conservateur poussé par les US et Israël à isoler l'Iran.

En ces temps agités au Moyen Orient et en Afrique du Nord ce sont maintenant les régimes pro US qui sont soit renversés soit sérieusement contestés par leurs propres populations offrant au bloc mené par l'Iran et comprenant la Syrie, le Hezbollah au Liban et le Hamas à Gaza, l'opportunité unique de récolter un bénéfice géo politique. Ce serait spécialement le cas si « l'effet domino » actuel donnait lieu à des changements significatifs du système politique archaïque de Bahreïn.

Bien que l'Amiral Mullen à la tête des chefs d'état major des forces armées US ait implicitement accusé lors de son dernier discours l'Iran de fomenter les troubles au Bahreïn le fait est que de nombreux Shi'ites au Bahreïn regardent plutôt vers la cité sainte de Najaf en Irak et le dirigeant spirituel l'Ayatollah Ali Sistani tandis qu'une minorité suit Khamenei.

Indépendamment de cela l'inévitable accès au pouvoir des Shi'ites du Bahreïn - bien plus nombreux que les Sunnites - d'une façon ou d'une autre (telle qu'une révolution directe ou le « dialogue national » proposé par le gouvernement) sera largement interprété comme un gain important pour l'Iran. Cela obligera à la fois le Bahreïn et d'autres membres du Conseil de Coopération du Golfe (GCC) de monter plus de respect au pouvoir rapidement croissant de l'Iran dans la région. Le GCC créé en 1981 comprend les états du Golfe Persique Bahreïn Koweït Oman Qatar Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis.

Cette reconnaissance des liens politiques changeants en faveur de l'Iran, la bête noire de l'Amérique au Moyen

Orient, peut déjà être constatée dans la décision sans précédent de l'Arabie Saoudite d'autoriser les deux navires de guerre iraniens à faire escale dans un de ses ports en route via la Mer Rouge pour le Canal de Suez et le port syrien de Latikia. Cependant la branche d'olivier agitée pour l'Iran a tout aussi bien pu être motivée par la peur de Riyadh de voir ses propres Shi'ites mécontents se soulever (environ 2 millions sur une population de 26 millions).

Cela soulève de nouvelles questions concernant le futur des relations US Iran à la lumière d'une coexistence conflictuelle mais aussi d'intérêts partagés entre les deux pays dans le chaudron du Moyen Orient et au-delà.

Les US pourraient avoir à réviser leur approche coercitive à l'égard de l'Iran concernant son programme nucléaire et s'abstenir d'autres sanctions et de mener une politique futile d'isolation de l'Iran pour obtenir la confiance de Téhéran pour coopérer sur des intérêts parallèles tels contenir la triple menace des Taliban, de l'extrémisme Wahhabite du trafic de drogue sans mentionner la stabilité régionale.

En ce qui concerne l'impasse sur le nucléaire une action prudente des US serait d'accepter un échange de combustible nucléaire pour le réacteur médical de Téhéran et de peser de tout son poids sur les efforts actuellement fait par l'ONU pour faire du Moyen Orient une zone sans arme nucléaire.

De même les US pourraient cesser de faire objection à la participation de l'Inde à la construction d'un pipeline Iran Pakistan Inde la logique économique d'interdépendance source de modération politique ne peut pas et ne doit pas être ignorée.

Cependant, il y a peu de chance que Washington reconnaisse la place importante de l'Iran dans toutes les affaires du Moyen Orient. Au lieu de cela comme reflété dans le discours de Mullen les US continuent de mener leur politique à travers le prisme de leur phobie de l'Iran résultant dans le fait que la zone grise « *d'intérêts mutuels* » reste largement inexplorée et inexploitée.

Des droits palestiniens « *collants* »

Comme on pouvait s'y attendre les médias iraniens ont vilipendé le veto de l'administration de Barack Obama la semaine dernière sur une résolution du CSONU critiquant les colonies illégales d'Israël. Ceci renforce la perception largement répandue en Iran et d'autres parties du monde Arabe et Musulman que le gouvernement US est entre les mains du lobby pro Israël et totalement incapable de s'écarter encore moins de s'opposer aux actions d'Israël dans la région.

Sauf si la Maison Blanche prouve le contraire en révisant son approche vis-à-vis du « *processus de paix* » et exerce des pressions sur Israël les soupçons continueront de peser sur la politique de l'Amérique au Moyen Orient comme étant largement décidée à Tel Aviv.

L'intérêt porté par l'Iran au « problème » palestinien est à la fois idéologique et né du désir d'élargir les zones d'influence de l'Iran ce qui veut dire principalement que la politique des US d'exclure l'Iran du dialogue multilatéral sur le processus de paix est à la fois contre productif et fonctionne mal.

« *Les politiques expansionnistes d'Israël nuisent aux intérêts des US et sans aucun doute ont contribué à l'impopolarité du Shah de l'Amérique, Hosni Moubarak* » a dit un spécialiste en science politique sur les affaires étrangères de l'Iran ajoutant que « *les responsables politiques israéliens sont par nature tellement aveuglés mais les américains doivent-ils l'être ?* »

Mettant en avant l'ordre récent de l'armée égyptienne d'ouvrir le passage de Rafah pendant plusieurs jours comme signe d'une nouvelle approche ne soutenant plus le siège de Gaza à la fois le professeur de Téhéran et un certain nombre d'autres experts iraniens sont optimistes quant au brillant futur des relations Iran Egypte. Ce serait basé ont-ils dit sur une « *solidarité commune avec les Palestiniens* » Au minimum le Caire peut maintenant jouer cette carte face aux US et Israël en agitant le spectre d'une entente avec l'Iran un développement effectivement déstabilisant vu sous l'angle des intérêts US Israël.

Conscient du besoin d'écarter les US d'Israël la stratégie de l'Iran consiste en une combinaison de coups de bâton anti américains tels un « *un Moyen Orient sans les US* » pour paraphraser le discours du président Mahmud Ahmadinejad à l'occasion du 37me anniversaire de la Révolution de 1979 et de carottes agitées sur la coopération sur des « *préoccupations partagées* » telle la menace des Talibans.

Certains experts iraniens de Téhéran ont fait remarquer que l'Iran pourrait servir de corridor compte tenue des attaques constantes contre les lignes d'approvisionnement de l'OTAN à travers le Pakistan et l'Afghanistan, ou pourrait avoir une influence modérée sur ses coreligionnaires Shi'ites dans le Golfe Persique. Ils posent comme condition à un tel rôle la volonté des US de renoncer à la politique des sanctions menaces et tentatives pour changer le régime.

L'ironie veut que le résultat incontestable de la politique US est à l'exact opposé de ce qui était recherché : les alliés des US s'effondrent tandis que l'Iran ne subit qu'un léger contrecoup de la « *fièvre démocratique* » qui secoue la région, et cela a pour conséquence que Téhéran se considère comme assis à la place du chauffeur pour dicter les termes de tout dialogue avec les US. Ceci parce que les US sont perçus comme ayant été affaiblis sur la défensive et « fonctionnant en mode panique face à l'effet dominos » pour citer un éditorial conservateur de Téhéran.

L'empire pourrait bien trouver des moyens de contre attaquer pour retrouver son ordre ébranlé mais pour le moment l'Iran et ses alliés sont gagnants.

Kaveh L.

Kaveh L Afrasiabi, PhD, est l'auteur de "After Khomeini: New Directions in Iran's Foreign Policy" (Westview Press) et de "Reading In Iran Foreign Policy After September 11 » (BookSurge Publishing , October 23, 2008). Son dernier livre " Looking for rights at Harvard" est également disponible.

Afrasiabi

24/02/2011

http://www.planetenonviolence.org/L-Iran-Entreprend-Un-Nouveau-Voyage-De-Decouverte_a2378.html

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19